



Lettre ouverte au Gouvernement et à Mesdames et Messieurs les députés

# L'éolien en danger de mort dans le projet de loi d'orientation sur l'énergie

Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le ministre de l'écologie et du développement durable,  
Monsieur le ministre délégué à l'industrie,  
Mesdames et Messieurs les députés,

Le projet de loi d'orientation sur l'énergie sera examiné par l'Assemblée nationale les 23 et 24 mars. Des amendements ont été déposés qui, s'ils étaient adoptés, conduiraient à l'arrêt pur et simple de l'énergie éolienne en France.

Notre pays s'est engagé auprès de ses partenaires européens à atteindre un pourcentage de 21 % d'énergies renouvelables dans sa consommation d'électricité d'ici 2010. Le respect de cet objectif est, chaque année, plus difficile à atteindre, ce pourcentage étant passé de 18 % en 1990 à 13,5 % en 2003. S'ils étaient votés, ces amendements signeraient le renoncement définitif de la France à cet engagement, qui repose, principalement, sur le développement de l'énergie éolienne.

Comme l'a encore rappelé la récente période de froid, la France va avoir besoin, à partir de 2008, de nouveaux moyens de production d'électricité (environ 1 000 mégawatts par an), selon le Réseau de Transport d'Électricité (EDF). Si nous excluons le recours à l'énergie éolienne,

ces capacités seront produites très majoritairement par des moyens utilisant les énergies fossiles, le futur réacteur nucléaire EPR n'étant, de toute façon, pas disponible avant 2015. Les conséquences d'un tel choix seraient très graves: diminution de notre indépendance énergétique, augmentation de nos émissions de gaz à effet de serre et augmentation du coût de l'électricité. Le coût d'un kilowattheure électrique produit à partir de gaz dépassera en effet, au cours des prochaines années, celui d'un kilowattheure produit à partir d'une éolienne avec un prix du baril de pétrole stabilisé aux niveaux actuels.

L'énergie éolienne constitue le secteur énergétique dont le développement connaît la croissance la plus rapide au monde. Souhaitant créer une filière industrielle forte, comme la France a su le faire dans tous les autres secteurs de l'énergie, les entrepreneurs de l'éolien ont aujourd'hui beaucoup investi. L'adoption de ces amendements supprimerait, en quelques jours, 2 000 emplois et ruinerait les perspectives de création de plus 20 000 emplois au cours des cinq prochaines années.

Nous ne comprenons pas l'acharnement législatif dont l'éolien est la victime alors que les Français ont toujours confirmé leur attachement au développement de cette source d'énergie.

**L'éolien constitue une filière de production d'électricité qui n'émet pas de gaz à effet de serre, ne produit pas de déchets, dont les installations sont entièrement démontables en fin d'exploitation et qui est:**

- **indispensable au respect des engagements internationaux de la France en matière de développement des énergies renouvelables,**
- **essentielle pour répondre aux nouveaux besoins de moyens de production d'électricité,**
- **très compétitive aujourd'hui, peut-être la moins chère d'ici une dizaine d'années,**
- **fortement créatrice d'emplois,**
- **source de développement local et de revenus pour les agriculteurs et les communes rurales.**

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre de l'écologie et du développement durable, Monsieur le ministre délégué à l'industrie, Mesdames et Messieurs les députés, les professionnels des énergies renouvelables comptent sur vous pour contrer cette tentative incompréhensible d'interdire le développement de l'énergie éolienne en France. L'adoption de ces amendements serait interprétée comme le renoncement de la France à ses engage-

ments internationaux, en particulier ceux du protocole de Kyoto, à peine un mois après sa ratification. Elle porterait un coup très grave à l'image de la France auprès de ses partenaires européens et retirerait toute crédibilité à sa politique de diversification énergétique et à sa politique de développement durable

S'ajoutant aux menaces qui pèsent sur la filière hydroélectrique et à l'état d'abandon total dans lequel est laissée la filière photovoltaïque, **l'issue qui sera donnée à ces amendements constituera aux yeux de nos concitoyens un moment de vérité: elle dévoilera les vrais objectifs de la politique énergétique française.**

Avec l'expression de notre haute considération.

Jean-Marc  
ARMITANO  
Président de France  
Énergie Éolienne

André ANTOLINI  
Président du Syndicat  
des Énergies  
Renouvelables

Syndicat des Énergies Renouvelables  
France Énergie Éolienne  
37, rue La Fayette  
75009 Paris  
www.enr.fr